

Avis adopté

Séance plénière du 11 octobre 2023

10 préconisations pour le pouvoir d'achat en Outre-mer

Déclaration du groupe Alternatives sociales et écologiques

Les causes des difficultés économiques dans les territoires d'Outre-mer sont diverses et systémiques. Peuvent être cités les surcoûts liés aux importations, la concentration des principaux importateurs et distributeurs ou encore le faible dynamisme du marché du travail couplé à de bas revenus.

D'autres obstacles peuvent venir aggraver ces difficultés, comme le montre la grave crise de l'eau à Mayotte, sujet sur lequel notre assemblée s'est mobilisée et qui doit continuer à nous alerter, sans craindre de dénoncer les dérives en matière de gestion qui aggravent la situation.

Notre Groupe soutient la préconisation 2 demandant la mise en application de l'ensemble des accords nationaux et des conventions collectives antérieurs à 2017 et la mise en place d'une commission spéciale en charge d'appliquer les dispositions qui en résultent ; la préconisation 5 visant à renforcer les moyens de contrôle de la concurrence dans le secteur de la distribution ; la préconisation 7 insistant sur le développement de filières alimentaires locales et l'augmentation des crédits dédiés à la diversification agricole.

Peut-être que la création, dans le domaine de l'approvisionnement, des centrales d'achat et des sociétés de transport sous statut de sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) aurait pu être mentionnée : elles permettent en effet à l'ensemble des acteurs concernés, salariés, consommateurs, entreprises et collectivités territoriales de développer un autre mode de développement alternatif, qui prennent réellement en compte l'intérêt des populations.

De manière générale, si les préconisations vont dans le bon sens, nous nous interrogeons sur leur portée systémique. Cela ne vaut pas que pour les travaux de la Délégation aux Outre-mer mais bien à l'ensemble des avis du CESE : il est primordial que notre assemblée veille à proposer des mesures qui permettent d'engager des transformations profondes de notre système économique, social et environnemental.